

*Tribunal administratif
de déontologie
policière*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS 3^{ième} GROUPE
D'OPPOSITION

AVRIL 2026

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		PAGE
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	1
124	L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026	2
125	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	3
126	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2025-2026	4
127	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2026, par catégorie et par origine.	5
128	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	6

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Dates	Mandat	Membre Participant	Budget	Résultats
Comité de liaison	22 septembre 2025	Forum d'échange réunissant les principales parties prenantes en matière de déontologie policière (Tribunal, Commissaire, les principaux corps de police et syndicats des policiers)	Me Marc-Antoine Adam	0\$	1 réunion
Regroupement des présidents des tribunaux administratifs	2026 janvier 2026	Forum d'échange regroupant les dirigeants des tribunaux administratifs québécois	Me Marc-Antoine Adam	0\$	1 réunion
Comité de pratiques des petits organismes	2025-mai 2025-oct	Forum d'échange sur les réalités des petits organismes publics	Me Carole Beaulieu	0\$	2 réunions

Exercice du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2027-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 124 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (\$)
Président et membres	6	1 182 128 \$
Membres à temps partiel	2	47 432 \$
Professionnels (incluant avocats)	3	243 376 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	216 271 \$
Gestionnaire	1	96 850 \$

¹Niveau des effectifs au 31 janvier 2026

²Somme des salaires versés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 125 : La liste des dirigeants du Tribunal, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION au 31 janvier 2026 (en \$)
Adam, Marc-Antoine	Membre / Président	2022-01-10	2027-01-09	236 000 \$
Bédard, Mélanie	Membre	2025-02-10	2030-02-09	161 595 \$
Côté, Isabelle	Membre	2024-01-07	2029-01-06	184 008 \$
Crevier, Edith	Membre	2024-11-29	2029-11-28	183 914 \$
Mc Mahon, Benoit	Membre	2023-11-16	2028-11-15	173 974 \$
Séguin, Sylvie	Membre / Vice-présidente	2022-01-10	2027-01-09	191 132 \$

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 126 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux, etc.), durant la période 2025-2026.

ORIGINE	2025-2026 ¹	
	CITATIONS	RÉVISIONS ²
Sûreté du Québec	23	5
Corps municipaux	14	6
SPVM	11	4
Corps de police autochtone	4	-
Constables spéciaux	-	-
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

¹ Dossiers reçus en 2025-2026 au 31 janvier 2025.

² Il y a 2 dossiers qui incluait 2 corps de police différents.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 127 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2026¹, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2025-2026		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

¹ En date du 31 janvier 2026. Il n'y a aucun dossier en suspens.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ORGANISMES DÉDIÉS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - 6 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 128 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen de traitement d'un dossier au Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) dépend du délai encouru entre la réception de la citation, de sa mise au rôle, de la première journée d'audience, des remises accordées à la suite des demandes des parties pour des motifs sérieux, du nombre de jours d'audience requis, ainsi que du délai de délibéré. À cela s'ajoute le fait que lorsque le comportement de l'agent de la paix est jugé dérogatoire, le Tribunal doit tenir une deuxième audience et rendre une autre décision pour déterminer la sanction.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation (de la réception de la citation à la fermeture) a été de 27,91 mois pour l'année 2022-2023, de 27,37 mois pour l'année 2023-2024, de 22,48 mois pour l'année 2024-2025 et de 20,80 mois pour l'année 2025-2026¹. Aucun dossier n'a été suspendu en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026².

La Tribunal a adopté le 1er janvier 2024 une directive sur la mise au rôle et la gestion des instances afin notamment de réduire les délais. Le délai de mise au rôle des dossiers reçus entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026 est de 119,94 jours alors que du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 il était de 127,60 jours et du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 le délai moyen entre la réception de la citation et sa mise au rôle était de 171,82 jours.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions au fond et les décisions fond/sanction en matière de citation³, il a été de 116,46 jours en 2022-2023, soit 3,83 mois, de 79,76 jours en 2023-2024, soit 2,62 mois, de 82,56 jours en 2024-2025, soit 2,71 mois et de 71,04 jours, soit 2,34 mois en 2025-2026⁴. Notons que, comme les deux dernières années, plusieurs dossiers ont fait l'objet d'un règlement, soit par une reconnaissance de responsabilité de l'agent cité ou par une demande de retrait de citation, raccourcissant d'autant les délais de délibérés. Par ailleurs, au début de l'année 2025, une juge à temps plein et deux juges à temps partiel ont intégré le Tribunal, occasionnant des impacts au niveau des délais de délibéré vu leur formation.

Les objectifs prévus au plan stratégique 2022-2027⁵ du Tribunal tiennent compte de la complexité des dossiers en excluant du calcul les dossiers plus complexes et en prévoyant que 80% des décisions en matière de citation doivent être rendues dans un délai moyen de moins de 70 jours. En 2025-2026⁶, suivant ce calcul, le délai moyen de délibéré était de 39,15 jours comparativement à 52,38 jours en 2024-2025, de 49,05 jours en 2023-2024 et de 61,35 jours en 2022-2023.

¹ En date du 31 janvier 2026.

² En date du 31 janvier 2026.

³ Excluant les décisions sur sanction alors que dans le rapport annuel de gestion en reddition du plan stratégique, elles sont incluses.

⁴ En date du 31 janvier 2026.

⁵ Le Tribunal a prolongé d'une année son plan stratégique.

⁶ En date du 31 janvier 2026.